



Organisation
internationale
du Travail



► Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020

La technologie et l'avenir des emplois

RÉSUMÉ ANALYTIQUE



Résumé analytique

La baisse continue du nombre de jeunes présents sur le marché du travail est significative à la fois d'un accroissement du nombre d'élèves scolarisés et du problème persistant que posent les jeunes – notamment les jeunes femmes – qui sont non scolarisés et sans emploi ni formation (*not in employment, education or training, NEET*)

Le taux d'activité des jeunes (les 15-24 ans) ne cesse de reculer. Entre 1999 et 2019, bien que la population jeune mondiale ait augmenté de 1 à 1,3 milliard, le nombre total de jeunes présents sur le marché du travail – qu'ils aient ou non un emploi – a diminué, passant de 568 à 497 millions. Si cette tendance illustre le nombre croissant de jeunes présents dans l'enseignement secondaire et supérieur – ce qui se traduit par une main-d'œuvre plus qualifiée dans de nombreux pays –, elle souligne également le nombre important de jeunes NEET, dont une grande majorité sont des jeunes femmes.

Si le taux de chômage des jeunes au niveau mondial atteint 13,6 pour cent, il existe des variations considérables d'une région à l'autre, avec moins de 9 pour cent en Amérique du Nord et en Afrique subsaharienne, et 30 pour cent en Afrique du Nord. Dans la plupart des sous-régions, ce sont les jeunes femmes qui sont le plus gravement touchées par le chômage.

Il est important de noter que les jeunes ont trois fois plus de risques d'être au chômage que les adultes (personnes âgées de 25 ans et plus). Si cela s'explique en partie par une expérience professionnelle limitée qui joue contre eux lorsqu'ils postulent à leur premier emploi, il existe aussi d'importants obstacles structurels qui empêchent les jeunes d'accéder au marché du travail.

Environ 41 millions de jeunes constituent la «main-d'œuvre potentielle», englobant ceux qui sont disponibles pour travailler mais ne cherchent pas activement de travail (souvent par découragement) et ceux qui cherchent du travail mais ne sont pas disponibles pour commencer à travailler immédiatement (par exemple s'ils suivent encore des études).

Au niveau mondial, un cinquième des jeunes sont actuellement non scolarisés et sans emploi ni formation; autrement dit, ils n'acquièrent pas d'expérience professionnelle, ne tirent pas de revenu de leur travail et n'améliorent pas leur niveau d'instruction ou de compétences. Il est clair que leur potentiel n'est pas pleinement exploité, même si bon nombre d'entre eux contribuent à l'économie en effectuant des travaux non rémunérés, ce qui est particulièrement vrai pour les jeunes femmes. À l'échelle mondiale, les jeunes femmes sont deux fois plus susceptibles que leurs homologues masculins de n'être ni en formation ni en emploi. L'écart entre hommes et femmes est encore plus prononcé dans des régions comme l'Asie du Sud et les États arabes, où les normes sociales et culturelles empêchent les femmes de poursuivre des études ou de travailler à l'extérieur de la maison. Depuis 2005, dans toutes les régions, le taux de jeunes NEET n'a guère diminué, ce qui laisse entendre que l'objectif de développement durable (ODD) 8.6 – à savoir réduire nettement, d'ici à 2020, la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation – ne sera pas atteint. Toutes ces formes de sous-utilisation de la main-d'œuvre en début de carrière des jeunes pourront laisser des stigmates durables, avec des perspectives d'emploi et de revenu toujours limitées des décennies plus tard.

Les jeunes travailleurs continuent d'être confrontés à des taux de pauvreté élevés et sont de plus en plus exposés à des formes d'emploi atypiques, informelles et plus précaires

Même pour les jeunes qui occupent un emploi, la situation est loin d'être satisfaisante. Sur les 429 millions de jeunes travailleurs dans le monde, environ 55 millions, soit 13 pour cent, sont en situation d'extrême pauvreté (ils travaillent, mais vivent avec moins de 1,90 dollar É.-U. par jour), tandis que 71 millions, soit 17 pour cent, vivent dans une situation de pauvreté modérée (ils perçoivent un revenu inférieur à 3,20 dollars É.-U. par jour). Si, entre 1999 et 2019, l'incidence de l'extrême pauvreté au travail chez les jeunes a diminué d'environ 20 points de pourcentage au niveau mondial, elle est encore très élevée dans certaines parties du monde, notamment en Afrique subsaharienne et dans les États arabes. Au cours de cette même période, elle s'est encore aggravée dans les États arabes, avec une augmentation de 12 points de pourcentage, conséquence des troubles politiques auxquels sont confrontés certains pays de la région. La pauvreté modérée au travail, dont l'incidence a reculé de seulement 8 points de pourcentage chez les jeunes au niveau mondial entre 1999 et 2019, continue d'affecter des millions de jeunes en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

La qualité médiocre de nombreux emplois occupés par des jeunes se traduit par des conditions de travail précaires, une absence de protection sociale et juridique, et des possibilités de formation et de progression de carrière limitées. Le fait qu'en 2016 trois jeunes travailleurs sur quatre dans le monde occupaient un emploi informel est significatif de l'ampleur du problème. L'informalité est particulièrement répandue dans des sous-régions comme l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, où elle touche près de 96 pour cent des jeunes qui travaillent. Dans ces sous-régions, comme dans d'autres d'ailleurs, le travail indépendant et l'activité familiale non rémunérée, qui se caractérisent l'un et l'autre par l'informalité et une précarité de revenus, demeurent très répandus. Même dans les pays d'Europe, plus riches, où la part de l'emploi salarié tend à être élevée, de nouvelles formes de travail – des formes de travail souvent plus précaires pour les jeunes – se sont rapidement développées ces dernières années – certes, en partant de très bas –, en raison de la montée en puissance de l'économie des plateformes numériques (*gig economy*): c'est ce qui figurait déjà dans le rapport «Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017».

Les jeunes à travers le monde craignent que les nouvelles technologies – en particulier la robotique et l'intelligence artificielle – ne leur suppriment des emplois

Le présent rapport examine dans quelle mesure les progrès technologiques de la «quatrième révolution industrielle» sont à la fois sources de nouvelles possibilités, mais aussi de défis pour les jeunes sur le marché du travail. Paradoxalement, s'ils ont tendance à adopter très rapidement et avec enthousiasme les nouvelles technologies, les jeunes sont aussi ceux qui redoutent le plus que leurs emplois soient remplacés par des robots et l'intelligence artificielle. Tant dans les pays développés que dans les pays en développement, beaucoup s'inquiètent du fait que ces technologies ne conduisent pas nécessairement à la création de nouveaux emplois mieux rémunérés.

Ces inquiétudes sont compréhensibles, compte tenu que le risque d'automatisation des tâches est à son maximum parmi les jeunes travailleurs, qui sont plus susceptibles d'occuper des emplois comportant une part importante de tâches automatisables. Le recours croissant aux robots industriels dans le secteur manufacturier notamment menace de réduire non seulement la part des travailleurs moyennement qualifiés dans l'emploi, mais aussi le taux de recrutement de jeunes demandeurs d'emploi, car il se peut que les entreprises qui ont une rotation naturelle des effectifs ne soient pas en mesure de créer de nouveaux postes.

Il existe une énorme fracture numérique générationnelle et géographique

En général, les jeunes (les 18-35 ans) sont plus susceptibles d'utiliser Internet ou de posséder un Smartphone que leurs aînés (personnes âgées de 36 ans et plus), ce qui est la manifestation d'une fracture numérique générationnelle. En outre, les jeunes des pays en développement ont moins de possibilités d'avoir accès à ces technologies que leurs contemporains des pays développés. En République-Unie de Tanzanie, par exemple, seuls 30 pour cent des 18-35 ans disent utiliser Internet et/ou posséder un Smartphone, contre 100 pour cent dans certaines économies avancées.

Malgré les transformations apportées par la quatrième révolution industrielle, les préférences professionnelles tant des employeurs que des demandeurs d'emploi restent quasi inchangées...

La relative stabilité des préférences professionnelles tant des employeurs que des demandeurs d'emploi traduit davantage une évolution et une augmentation de la valeur ajoutée technologique de certaines tâches que le remplacement d'emplois entiers. Ces dernières années, la part d'emplois au bas de l'échelle a sensiblement augmenté dans plusieurs pays développés, ce qui donne à entendre que la suppression d'emplois dans certains secteurs attribuable à l'automatisation a été compensée par une nette progression des emplois – pas toujours de qualité – dans d'autres secteurs. Dans tous les groupes d'âge, les préférences des demandeurs d'emploi évoluent, avec toutefois un décalage de temps, pour faire face aux changements qui caractérisent les professions les plus recherchées par les employeurs.

... même si, aujourd'hui, les candidats à un emploi dans la plupart des secteurs sont censés posséder des compétences numériques

L'absence de débouchés suffisants pour les diplômés illustre, dans une certaine mesure, le recul des emplois moyennement qualifiés observé ces dernières années – tendance induite par l'évolution des technologies. Par ailleurs, les données d'enquêtes menées dans plusieurs pays développés indiquent que les employeurs cherchent actuellement à pourvoir davantage de postes de débutants dans le secteur de la santé et des services sociaux que dans celui des technologies de l'information. Toutefois, même pour ces postes comme pour d'autres fonctions non techniques, par exemple le service à la clientèle et la vente, les candidats sont censés avoir des compétences numériques et une bonne connaissance des logiciels de bureautique. Promouvoir l'acquisition de compétences numériques en même temps que l'apprentissage tout au long de la vie peut aider les chômeurs de tous âges à embrasser de nouvelles carrières offrant davantage d'emplois.

La formation professionnelle est plus susceptible de déboucher sur des emplois qui risquent d'être automatisés...

Les jeunes ayant reçu une formation professionnelle sont plus susceptibles d'occuper un emploi automatisé que ceux qui ont un diplôme universitaire. Comme il existe peu d'alternatives sûres, en termes de compétences, aux professions à haut risque d'automatisation, les jeunes peu qualifiés et néanmoins expérimentés peuvent se retrouver obligés de passer d'un emploi précaire à l'autre et, à terme, être classés dans la catégorie des NEET. Cela illustre dans quelle mesure les compétences propres à une profession donnée acquises dans

le cadre de la formation professionnelle tendent à devenir plus rapidement obsolètes que les compétences plus générales en résolution de problèmes enseignées dans les établissements d'enseignement supérieur. Les programmes de formation professionnelle doivent être modernisés, de sorte que les jeunes stagiaires soient mieux à même de s'adapter aux nouveaux besoins de l'économie numérique.

... tandis que les jeunes diplômés ont des difficultés à trouver un premier emploi qui corresponde à leurs qualifications

Bien que l'enseignement supérieur ne protège en rien les jeunes contre la perte de leur emploi au profit de l'automatisation – d'autant plus qu'ils sont disposés à accepter pendant un certain temps des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés en vue d'acquérir de l'expérience –, les diplômés sont certainement mieux placés pour entreprendre des études ou une formation complémentaires en espérant trouver un emploi dans un autre domaine.

Dans l'ensemble, il n'y a pas assez d'emplois décents appropriés pour les jeunes

Encourager les jeunes – hommes et femmes – à aller à l'université ne suffira pas à résoudre le problème du chômage des jeunes. Il importe de veiller à ce que les programmes d'études universitaires soient de qualité et qu'il y ait une demande suffisante pour les compétences des diplômés.

Or, ces dernières années, l'augmentation du nombre d'actifs diplômés ne s'est pas accompagnée d'une augmentation équivalente du nombre d'emplois hautement qualifiés. Ce déséquilibre entre la demande et l'offre de diplômés universitaires est l'un des principaux facteurs qui expliquent la tendance à voir diminuer les rendements financiers privés de l'enseignement supérieur dans de nombreux pays depuis la grande récession de la fin des années 2000. Il est essentiel de promouvoir des politiques qui favorisent la création d'emplois décents pour les jeunes femmes et les jeunes hommes.

La baisse des rendements de l'enseignement supérieur freine les salaires en haut de l'échelle pour les jeunes, ce qui a une incidence sur les inégalités salariales auxquelles ils sont confrontés

Dans la plupart des pays, les inégalités de rémunération sont plus prononcées parmi les jeunes travailleurs que parmi les travailleurs d'âge très actif, bien qu'elles se soient atténuées avec la crise économique et financière mondiale. La baisse des inégalités salariales peut s'expliquer par une diminution des rendements de l'enseignement supérieur, notamment parmi les jeunes. L'effet positif du progrès technologique sur les rendements de l'enseignement a été atténué par l'expansion rapide de la main-d'œuvre diplômée qui, dans la plupart des pays, dépasse l'offre d'emplois qualifiés.

On ne peut que se réjouir de l'augmentation de la demande de compétences due à l'apparition des nouvelles technologies, tout comme de l'élévation des niveaux d'instruction atteints par les jeunes, deux facteurs qui peuvent favoriser une hausse de la productivité. Cependant, des mesures politiques sont nécessaires pour promouvoir l'augmentation des possibilités d'emploi pour les jeunes hautement qualifiés, et ainsi équilibrer l'offre croissante de diplômés. Il va de soi que les marchés à eux seuls n'y parviendront pas.

Des politiques efficaces sont nécessaires pour garantir que les nouvelles technologies auront une incidence positive sur l'emploi des jeunes

Les nouvelles technologies perturbent les marchés du travail du monde entier, en cela qu'elles suppriment et, dans le même temps, créent des emplois. Dans ce contexte, un cadre d'action intégré visant à aider les jeunes à obtenir des emplois décents est essentiel pour accomplir des progrès socio-économiques à l'avenir. Il convient d'adopter des politiques propres à créer suffisamment d'emplois décents à l'intention des jeunes possédant les compétences nécessaires pour occuper ces emplois, à leur garantir une protection sociale et des droits au travail, et à les encourager à s'affilier à des organisations de travailleurs et d'employeurs, de sorte qu'ils puissent prendre part au dialogue tripartite. Si l'on n'agit pas, on risque de voir augmenter dans de nombreux pays le nombre de jeunes découragés, ce qui, à terme, pourrait nuire au développement socio-économique de ces pays.

Ces politiques devraient s'inscrire dans une stratégie intégrée visant à créer des emplois décents pour les jeunes

Tout cadre d'action intégré devrait inclure des interventions aux niveaux macro, méso et microéconomique. Des politiques macroéconomiques et sectorielles sont par exemple nécessaires pour promouvoir l'investissement dans des secteurs clés ainsi que dans la recherche et le développement, afin d'encourager l'innovation et la création d'emplois dans de nouveaux secteurs, tout en améliorant la productivité. Cela peut stimuler la demande globale et absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Il est également essentiel d'actualiser les programmes d'enseignement et de formation professionnelle pour tenir compte des tendances du marché du travail, et notamment de l'importance croissante des compétences numériques et non techniques. Cela faciliterait le passage des jeunes de l'école au monde du travail. Les organisations d'employeurs jouent un rôle fondamental dans cette transition, car elles connaissent les qualifications et les compétences que les jeunes doivent avoir pour être attractifs aux yeux des employeurs. Au niveau microéconomique, des mesures incitatives devraient être mises en place pour encourager les jeunes à s'engager dans l'entrepreneuriat technologique.

Il est essentiel d'établir des priorités et un calendrier pour les politiques en faveur de l'emploi des jeunes

Si l'amélioration du niveau d'instruction et des compétences des jeunes travailleurs est la clé du progrès, le découragement chez les jeunes peut s'aggraver, à moins que les mesures agissant sur l'offre soient complétées par des mesures axées sur la demande de création d'emplois.

Une approche intégrée incluant à la fois des politiques macroéconomiques et sectorielles en faveur de la création d'emplois et des politiques de redistribution serait un moyen efficace de promouvoir la croissance. Il est important, dans ce contexte, de mettre en place à grande échelle des programmes actifs du marché du travail destinés aux jeunes défavorisés susceptibles d'avoir un effet de relance sur la demande de main-d'œuvre qui aille au-delà des effets directs sur les personnes concernées.

De même qu'une meilleure organisation s'impose, la possibilité de faire entendre leur voix et la négociation collective sont nécessaires pour garantir aux jeunes travailleurs des conditions de travail et des salaires appropriés...

Alors que les progrès technologiques continuent de déstabiliser le marché du travail, les décideurs doivent veiller à ce que les jeunes soient protégés. Cela vaut non seulement pour les pays en développement, qui totalisent généralement un nombre élevé de jeunes travaillant dans l'économie informelle, mais aussi pour les pays à revenu élevé et les économies émergentes, où un nombre croissant de jeunes sont engagés dans de nouvelles formes de travail, en particulier dans l'économie des plateformes numériques. Les organisations de travailleurs pourraient jouer un rôle décisif en aidant les jeunes engagés dans différents types de relations de travail à s'organiser et à négocier collectivement, et ainsi à faire respecter leurs droits.

... ainsi que des approches respectueuses de l'égalité entre hommes et femmes

Les politiques du marché du travail mises en place pour aider les jeunes femmes et les jeunes hommes à tirer parti des nouvelles technologies devraient également prendre en considération les déséquilibres entre les sexes, les jeunes femmes étant surreprésentées dans la catégorie des NEET.

Les technologies numériques offrent une excellente occasion de renforcer les services de l'emploi ainsi que l'adéquation de l'offre et de la demande d'emplois...

Les nouvelles technologies entraînent aussi des bouleversements dans les services publics de l'emploi, qui sont un intermédiaire essentiel entre employeurs et demandeurs d'emploi. À l'échelle mondiale, la fourniture de ces services tend à être de plus en plus assurée par des canaux numériques, notamment à l'intention des jeunes. En raison du taux élevé de pénétration de la téléphonie mobile, y compris dans les pays en développement, les technologies numériques permettent aux services publics de l'emploi de surmonter les difficultés que posent leurs ressources limitées et de garantir un accès à des zones difficilement accessibles, en particulier aux personnes vivant dans des zones reculées. Or, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, il est essentiel de veiller à ce que les personnes n'ayant aucune notion d'informatique ne soient pas exclues: il s'agit souvent de personnes ayant peu de liens avec le marché du travail, par exemple les chômeurs de longue durée et les jeunes NEET. En outre, des enquêtes ont établi que les jeunes demandeurs d'emploi continuent d'attacher une grande importance au contact direct avec les conseillers d'orientation professionnelle. C'est pourquoi les services publics de l'emploi devraient associer fourniture de services numériques et prestation de conseils traditionnels, dans le cadre de réunions régulières entre les agents des services sociaux et les demandeurs d'emploi.

... ce qui peut aider les jeunes à mieux faire face aux exigences de l'économie numérique

La numérisation des services publics de l'emploi englobe le recours aux techniques d'«apprentissage profond» et aux «mégadonnées», afin de mieux faire coïncider l'offre et la demande d'emplois, ce qui est important non seulement pour faire face à l'évolution rapide des exigences des employeurs, mais aussi pour adapter les services fournis aux besoins individuels des demandeurs d'emploi, en particulier ceux qui sont issus de groupes vulnérables.

La numérisation facilite aussi les partenariats avec les prestataires privés de services de l'emploi et la collaboration avec les institutions de protection sociale pour intégrer sur le marché du travail les jeunes difficiles à placer et les chômeurs de longue durée. L'adoption des technologies numériques par les services publics de l'emploi dans les économies avancées et dans certains pays émergents a, dans l'ensemble, amélioré l'efficacité, la transparence et l'inclusion de l'intermédiation sur le marché du travail. Les services publics de l'emploi sont un partenaire essentiel pour aider les jeunes à se préparer au monde changeant du travail numérique.

Le dialogue social doit permettre aux jeunes de faire entendre leur voix

La consultation tripartite demeure la base du progrès durable et de la justice sociale. Il est essentiel que les jeunes soient pris en compte et représentés dans le dialogue tripartite sur l'avenir du travail, de préférence en siégeant au sein des organes de décision. Les jeunes doivent avoir leur mot à dire dans les décisions politiques actuelles qui façonnent leur avenir.